

N° 39 du 29/04/04

Déclaration adoptée par le BN

Destinataires :

- . Bureau national
- . Fédérations
- . URI
- . UD
- . Secrétaires confédéraux

Elections européennes Déclaration du Bureau National des 28 et 29 avril 2004

Le 13 juin, les citoyens des pays de l'Union européenne éliront leurs députés au Parlement Européen.

Bienvenue dans l'Union Européenne !

Pour la première fois, les citoyens de l'Ouest et de l'Est de l'Europe s'exprimeront ensemble, le même jour, par leur bulletin de vote : symbole le plus fort de la Démocratie. La grande Union de vingt cinq pays devient une réalité, donnant à l'Union européenne, troisième ensemble mondial en population après la Chine et l'Inde, un potentiel de forces, de richesses et de diversités qui doivent lui permettre d'accroître son influence dans le monde. La réunification de l'Europe est un atout : il faut la réussir !

L'Europe mérite un vrai débat !

Pour la CFDT, le débat doit réellement se situer sur le terrain des enjeux européens et être l'occasion de confronter des positions, des propositions, des engagements au regard de l'Europe, de son apport sur la vie de ses habitants, du rôle qu'elle peut jouer dans le monde.

Dans un contexte économique difficile, l'Europe ou son élargissement sont facilement rendus responsables des délocalisations, des restructurations, des injustices de la mondialisation, ou de la situation dégradée de l'emploi. Dans un monde où les mutations s'accroissent, le risque de dérive du débat pour entretenir un sentiment d'insécurité, existe. Il faut pourtant écarter les peurs qui paralysent, le retour aux « souverainismes » que l'on croit protecteurs, ou les replis nationalistes.

L'Europe doit être en capacité de décider, et d'agir !

Si l'on veut une Europe à 25 capable de fonctionner, et capable de peser dans le Monde, nous avons besoin d'une Europe capable de décider !

C'est pour cela que la CFDT soutient le projet de Constitution, texte fondateur, basé sur les valeurs partagées et garantissant les droits des citoyens et des travailleurs d'Europe. Il apporte :

- des valeurs de justice, de solidarité, d'égalité, de non discrimination, reconnues comme «valeurs constitutives de l'Union européenne »,
- une Charte des droits fondamentaux, juridiquement contraignante ,
- l'objectif du développement durable, fondé sur une économie sociale de marché, et le plein emploi,
- une répartition claire des compétences entre l'Union, et les Etats membres,
- une vraie démocratie participative, avec un rôle renforcé du Parlement et un « droit d'initiative citoyenne »,
- une reconnaissance du rôle des partenaires sociaux et du dialogue social,
- plus d'efficacité, plus de transparence dans le fonctionnement des institutions,
- des avancées vers une politique extérieure et de défense commune,
- une visibilité plus forte de l'Union grâce à un Président pour le Conseil élu.

Au total, ce texte doit permettre de franchir une étape décisive : au delà de la construction économique, il affirme et met en perspective les valeurs fondatrices d'un projet Européen.

Les députés qui siégeront au Parlement européen disposeront de pouvoirs élargis puisque, outre son rôle traditionnel de contrôle sur la Commission européenne, le Parlement sera décisionnel, avec le Conseil européen, sur un nombre de sujets étendu (budget, politique d'asile, immigration, lutte contre la grande criminalité). De lourdes responsabilités pèseront donc sur nos Députés européens.

Au delà de l'enjeu de la Constitution, ces élections sont l'occasion de provoquer le débat sur les priorités de la CFDT.

Nous voulons une Europe sociale !

Pour la CFDT, le développement de la négociation sociale, interprofessionnelle et dans les branches, constitue le moyen privilégié pour **moderniser et consolider le modèle social européen**, et assurer à tous les citoyens **un haut niveau de protection sociale et des services publics de qualité**. La CFDT appelle à accroître le dialogue social dans les entreprises, en particulier en cas de restructurations, et à développer les outils qui le facilitent, tels que les Comités d'entreprise européen.

Nous voulons une Europe du plein emploi !

L'Europe que nous voulons, avec la Confédération Européenne des Syndicats, doit organiser la réussite économique et permettre plus de croissance pour des emplois en plus grand nombre, et de qualité. Cela implique :

- une politique industrielle associée à une politique de recherche et développement impulsée et coordonnée au niveau européen,
- un budget européen plus important au service de la cohésion économique et sociale, car une mise à niveau rapide des régions les plus pauvres sera le meilleur atout pour stimuler les échanges et limiter le dumping social,
- des mesures qui stoppent le dumping fiscal et permettent une meilleure coordination des politiques économiques,
- une politique de grands travaux qui accélère le développement des infrastructures et dynamise l'économie

Nous voulons une Europe puissante au niveau international !

L'Europe doit utiliser sa puissance économique et son modèle social au service d'une mondialisation régulée. L'Europe doit parler d'une voix forte et unie au sein des Institutions Internationales (ONU, OMC, Banque Mondiale, etc.); elle doit aussi construire sa propre politique de défense et de sécurité.

Elle doit :

- s'impliquer dans les politiques de développement durable de la planète, en agissant en même temps sur les plans économique, social, environnemental, sur la démocratie et les droits de l'Homme.
- peser dans le sens d'une mondialisation plus équitable et d'un accès de tous aux biens essentiels (eau, assainissement, médicaments, éducation, etc.),
- agir pour une gouvernance mondiale assurant les régulations nécessaires

Dans une élection qui engage à ce point l'avenir, la CFDT met les citoyens en garde contre la tentation de l'abstention.

Engagée dans la construction européenne, la CFDT appelle à voter pour les candidats qui s'engagent positivement dans le franchissement d'une nouvelle étape décisive pour l'avenir des citoyens européens, et pour la consolidation d'une véritable démocratie européenne.

Elle appelle aussi les citoyens à exclure un vote Front National qui s'inscrit contre ces perspectives.